

# Que nous réserve 2009?

Les événements précipités sur les marchés financiers depuis la seconde moitié de septembre 2008 ont sérieusement ébranlé l'ensemble de la planète. Depuis, on assiste à un alignement sans fin de mauvaises nouvelles. Que nous réserve l'économie en 2009?

La fin de 2008 a donné le coup d'envoi d'une intensification rapide de la détérioration des conditions économiques mondiales. Les structures internes de l'économie ont été fortement mises à l'épreuve et affaiblies. Il faudra, en 2009, reconstruire l'économie mondiale sur une base plus solide et cela devra se faire avec beaucoup de minutie puisque les risques que tout s'écroule sont bien réels.

## UNE RÉCESSION GÉNÉRALISÉE

La morosité s'est installée à l'échelle planétaire. Les pays industrialisés sont les plus touchés, mais les pays émergents sentent également le ralentissement. La croissance économique mondiale ne sera que de 1,5% en 2009 et les États-Unis connaîtront un recul de 1,2% de leur produit intérieur brut (PIB) réel. La récession sera assez profonde et la reprise, plutôt timide. Il faudra du temps avant que l'ensemble du secteur financier ait complètement évacué ses éléments toxiques.

À la merci de l'évolution de l'économie américaine, des prix du pétrole et des matières premières, le Canada devra traverser trois trimestres consécutifs de décroissance, en commençant par le dernier de 2008. Les entreprises exportatrices sont mises à l'épreuve et les moins compétitives disparaîtront, occasionnant des pertes d'emplois. Les investissements sont retardés par le resserrement des conditions de crédit, par l'incertitude économique et par la faiblesse des prix des matières premières. Le Canada peut toutefois se réjouir de ne pas avoir cédé au laxisme des prêteurs hypothécaires américains. Son système financier est demeuré en bien meilleure santé.

L'Ontario sera la province la plus touchée avec un recul de 0,7% de son PIB réel en 2009, comparativement à 0,3% pour le Canada. Le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique sont les deux autres provinces qui risquent de souffrir le plus au pays. Des taux d'intérêt en baisse et des politiques budgétaires fortement expansionnistes de la part des gouvernements devraient permettre à l'économie de reprendre graduellement du tonus à partir de l'été.

Le Québec peut se réjouir d'avoir eu des infrastructures en si mauvais état qu'on ne pouvait plus attendre pour les réparer. Combiné à des investissements accrus d'Hydro-Québec, à des baisses d'impôt et à un secteur industriel qui s'appuie davantage sur l'aéronautique que sur la production automobile, la province a pu ainsi profiter d'un plan de stimulation économique avant même qu'on puisse soupçonner la possibilité d'un éventuel ralentissement. La récession au Québec ne marquera donc pas l'histoire alors que la croissance économique sera nulle en 2009. La récession sera dite technique plutôt que classique, à l'image des plus récentes périodes où deux trimestres consécutifs de recul du PIB réel avaient été observés au Québec, soit en 1995, 2001 et 2003, la province devrait traverser la récession avec des dommages plutôt limités.

## LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS EST AU CŒUR DE LA SOLUTION

Tous les yeux sont maintenant tournés vers le consommateur. Il possède la clé nécessaire pour dénouer l'impasse économique actuelle, la seule qui pourrait redonner l'élan nécessaire pour ramener l'économie vers le chemin de la croissance. Mais la tâche est colossale, surtout aux États-Unis. Là-bas, la confiance des ménages a atteint un creux historique. Le consommateur voit la valeur de son actif immobilier chuter en moyenne de 22%, celle de son portefeuille boursier de



plus de 40% et il n'arrive plus à obtenir du crédit pour s'acheter une voiture neuve ou d'autres biens durables. Sans compter que plusieurs Américains s'inquiètent pour leur emploi, alors qu'ils sont fortement endettés.

Pour rétablir la confiance des consommateurs, il faudra d'autres interventions des autorités monétaires et des politiques budgétaires expansionnistes. Chaque dollar injecté dans l'économie devra avoir le maximum d'efficacité. Le bilan du plan Bush mis en place au printemps dernier était plutôt mitigé. L'argent frais reçu par les contribuables n'a pas permis de relancer l'économie. Il a plutôt augmenté l'épargne et diminué l'endettement des ménages. Par contre, le consommateur pourra bénéficier en 2009 de taux d'intérêt plus avantageux et des prix de l'essence en forte baisse.

Le prochain plan de stimulation économique aux États-Unis devra être mieux ficelé et s'attaquer aux sources du problème actuel, dont les plus importantes sont probablement le marché immobilier qui poursuit sa chute et les pertes d'emplois qui s'accroissent. En freinant ces deux éléments, on arrivera peut-être à ramener un peu de confiance chez le ménage américain. Au Canada, les besoins d'un plan de relance sont moins criants. Un accroissement des dépenses publiques sera quand même bienvenu et la mise en place de programmes d'aide sectorielle permettra d'éviter la multiplication des pertes d'emplois.

«Le consommateur possède la clé nécessaire pour dénouer l'impasse économique actuelle.»

## UNE REMONTÉE DES BOURSES MOINS SPECTACULAIRE QUE LA CHUTE

C'est maintenant avec impatience que les regards se dirigent vers les marchés boursiers. Les pertes subies ces derniers mois sont colossales et, sachant que les marchés agissent généralement comme précurseurs de la croissance économique, on peut s'attendre à un changement de tendance des Bourses mondiales. Mais il ne viendra probablement pas avant quelques mois et la remontée des marchés boursiers sera beaucoup moins spectaculaire que la descente. Le regain ne se fera pas vraiment sentir avant la moitié de 2009 et d'ici là les marchés seront plutôt volatils. Les chasseurs de rabais auront amplement le temps de bien choisir les titres qui profiteront le plus de la reprise boursière.

Sans une relance du crédit, autant du côté des entreprises que des consommateurs, la reprise aura du mal à se matérialiser. Les investisseurs recherchent avant tout la sécurité et ils acceptent de sacrifier tout leur rendement pour l'obtenir. Il est évident que ceux qui possèdent les liquidités mènent les marchés actuellement. Les entreprises le savent très bien (en particulier les trois grands de l'automobile aux États-Unis) et celles qui en ont accumulées lors des jours heureux réussiront à mieux passer à travers la crise actuelle.

## LE DOLLAR REMONTERA AVEC LES PRIX DU PÉTROLE

La poussée flamboyante des prix du pétrole de l'été dernier et l'arrivée de la récession planétaire ont provoqué une chute surprenante de la consommation de l'or noir qui a déséquilibré le marché. Présentement, les prix du pétrole demeurent bas et pourraient même redescendre sous 40 \$US le baril. Le marché des autres matières premières subira le même sort. Seul le retour d'une croissance économique soutenue à l'échelle mondiale réussira à ramener les prix plus près des seuils qui inciteront à poursuivre l'exploration et à assurer un approvisionnement à long terme adéquat pour répondre à l'évolution future de la demande.

Les craintes que les pays émergents fassent exploser la demande pour le pétrole et les matières premières devraient resurgir vers la fin de 2009. Le huard pourrait donc tomber temporairement sous 0,75 \$US, se ressaisir au début de 2009 et remonter vers 0,90 \$US à la fin de 2009. Les entreprises exportatrices devraient donc profiter du ralentissement actuel pour revoir leur façon de faire, retracer les faiblesses de leur processus de production et les corriger pour augmenter leur productivité. Il est grand temps de faire le ménage et de repartir sur de nouvelles assises beaucoup plus solides. Le système financier devra également poursuivre cette réflexion. **D**

Yves St-Maurice, directeur et économiste en chef adjoint, Mouvement des caisses Desjardins

